

Bulletin Confédéral des Femmes

Mensuel - JUIN 1950

213, rue Lafayette -PARIS-X^e

N° 17

APRÈS LE 4 JUIN

Figurez-vous un champ immense semé de dizaines de milliers de fleurs multicolores et mouvantes, bien qu'aucun souffle de vent ne soit venu troubler le ciel d'un bleu magnifique.

Ainsi se présentait le Stade Buffalo en ce dimanche 4 juin à Paris. Chacune de ces fleurs étincelantes de soleil et de lumière, c'était une tête brune ou blonde d'un petit gars ou d'une fillette de Paris.

50.000 ! ils étaient... et leur seule présence était le symbole de l'avenir, de la vie ; de cet avenir et de cette vie qu'ils nous demandent de protéger, en premier lieu contre l'arme atomique.

Quelle confiance ils nous font ces tout petits !

« Si la bombe tombait, les petits enfants qui, aujourd'hui, dansent joyeusement sur l'herbe verte, ne seraient plus que de petits cadavres. »

est venue dire une voix au micro. Et c'est vrai que notre responsabilité est grande devant ces dizaines de milliers de gosses.

Le Rassemblement de Paris, il a trouvé son écho dans tous les grands centres :

6.000 enfants à Lyon et 2.000 à Lille, 2.500 à Avion, 5.000 à Saint-Nazaire, 2.000 à Limoges et autant à Montceau, une grande fête à Dijon.

Oui, la Journée Internationale de l'Enfance a été un grand succès, mais dans notre lutte pour le droit à la vie, à la santé, à l'instruction, elle n'a été qu'une étape qui nous encourage à décupler nos efforts.

Première de nos tâches : **accentuer la campagne en faveur de l'interdiction de l'arme d'épouvante qu'est la bombe atomique.**

Chacune de nos militantes ne doit avoir de cesse tant que tous ses compagnons et compagnes de travail n'auront signé. Et le 100 % de leur victoire, elles l'annonceront bien haut pour inciter toutes les travailleuses à suivre leur exemple.

Intensifier la lutte contre les préparatifs de guerre et la guerre du Viet-Nam, telle est également la préoc-

cupation de la C.G.T. C'est pourquoi, indépendamment de la lutte dans nos entreprises, **nous aiderons ceux qui sont aux avant-postes, nos vaillants dockers** que nos gouvernants veulent asservir, par la misère et la faim, à leurs buts meurtriers. **Nous soutiendrons tous ceux qui sont frappés par la répression**, telle notre chère Raymonde Dien, Mme Cotton, Solange Chalus, Yvette Hervé et nos trois camarades de Roanne.

Mais protéger l'enfance d'est aussi améliorer les conditions d'existence de leurs parents, leur permettre de manger à leur faim et de partir en vacances.

Aussi, toutes ensemble, **nous imposerons la signature des conventions collectives et exigerons de suite qu'aucun salaire ne soit inférieur au minimum vital** (que la Commission actuellement réunie ne saurait honnêtement fixer au-dessous de 19.000 fr.).

Nous lutterons également au coude à coude pour la prime de vacances de 6.000 francs, plus 1.500 francs par enfant à charge.

Et ainsi, nous aurons conscience d'avoir bien travaillé pour l'avenir de tous les enfants de France.

Hélène MABILLE.

SOMMAIRE

Après le 4 juin	1
Pas un salaire au-dessous du minimum vital	2
N'oublions pas les petites revendications	2
Réclamons la prime de vacances	3
Solidarité aux victimes de la répression	4
Quelques arguments	5
Quelques idées à propos de la campagne de Stockholm	9
Aidons les Dockers dans leur lutte contre la guerre	10
Pensons sans cesse à recruter	11
Tribune de discussion	12

PAS UN SALAIRE en dessous de 19.000 francs

Une récente enquête de l'Institut National de la Statistique effectuée dans la Région Lyonnaise, a révélé que si près de 15 % des hommes salariés gagnaient moins de 14.250 francs par mois, ce pourcentage s'élevait à 41 % pour la main-d'œuvre féminine.

Cette enquête confirme donc pleinement l'affirmation d'Alain LE LEAP au dernier Comité Confédéral National, comme quoi les deux tiers des salariés gagnent actuellement moins que le minimum vital de 19.200 francs calculé par la C.G.T. selon les normes du Conseil Supérieur de la Fonction Publique. Mais si nous considérons, non plus les salariés dans leur ensemble, mais les femmes salariées en particulier, nous pouvons légitimement affirmer que cette proportion atteint les quatre cinquièmes.

Ceci revient à dire que les femmes travailleuses, plus encore que les hommes, sont directement intéressées au succès de la revendication d'un véritable minimum vital présentée par la C.G.T. Plusieurs chiffres ayant été examinés ces temps derniers à ce propos, quelques précisions ne seront pas inutiles. Rappelons donc qu'au lendemain du vote par l'Assemblée Nationale de la loi sur les Conventions Collectives, la Commission Administrative de la C.G.T. invitait « toutes les organisations qui auront à discuter des Conventions Collectives à prendre comme point de comparaison les salaires de 1939 en tenant compte que le coût de la vie a augmenté de 20 fois ». Toutefois, afin de soulager la misère des grandes masses, la Commission Administrative de la C.G.T. demandait que sans attendre, la Commission des Conventions Collectives, aucun salaire ne fut inférieur à 19.200 francs par mois.

Sur ces entrefaites, la Commission Supérieure des Conventions Collectives, chargées notamment d'établir le budget type servant à la détermination du salaire minimum national interprofessionnel garanti, n'a pas retenu la proposition de la C.G.T. de prendre en considération le budget qu'avait déjà, après de longs travaux, adopté le Conseil Supérieur de la Fonction Publique. Il est utile de rappeler que les dirigeants nationaux de la C.F.T.C. et de F.O. portent la responsabilité de ce refus, source de retards considérables dans la fixation du minimum vital.

Malgré ces retards, la Commission Supérieure des Conventions Collectives a fini par établir à son tour un nouveau budget type « élémentaire et incompressible » et sur lequel la C.G.T. fait les plus expresses réserves. C'est ainsi que ce budget ne prévoit qu'un seul complet tous les deux ans, qu'une paire de chaussures par an, le tout à l'avenant.

Or, un chiffrage effectué très sérieusement par le Centre d'Etudes Economiques de la C.G.T. de ce budget plus qu'« incompressible » donne, néanmoins, la somme de 18.456 francs par mois. Cela signifie donc que, dans la France marshallisée de 1950, écrasée sous le poids des dépenses de préparation à la guerre d'agression contre P.U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire, l'immense majorité des femmes travailleuses perçoivent des salaires inférieurs à un minimum à peine vital et sont ainsi vouées à la misère et à la maladie.

C'est pourquoi, dans chaque usine, dans chaque atelier, dans chaque bureau, les femmes de toutes appartenances syndicales, de toute conviction politique, de toute croyance religieuse, doivent s'unir et lutter pour que plus un salaire ne soit inférieur au minimum vital.

Popularisons cette revendication qui intéresse l'ensemble des travailleuses et réalisons l'unité d'action avec toutes, sans oublier la grande masse des inorganisées.

Les femmes doivent montrer qu'il s'agit là d'une revendication modeste et nullement démagogique, puisqu'en 1949, les trusts ont réalisé 4.400 milliards de profits et surprofits contre 113 en 1938 (soit 38 fois plus). Mais les femmes doivent également comprendre que si, malgré la légitimité aveuglante de cette revendication, le gouvernement s'acharne à maintenir des salaires de misère, c'est évidemment qu'il veut consacrer des sommes de plus en plus énormes au budget de la guerre.

Lutter contre la guerre en intensifiant la campagne de signatures de l'Appel de Stockholm, c'est également permettre d'accorder satisfaction aux légitimes revendications, et le minimum vital à 19.000 francs, c'est aussi arracher des milliards au gouffre de la guerre, c'est aussi, en un sens, faire reculer les agresseurs.

N'oublions pas les

C'est un fait qu'on a du mal dans notre mouvement syndical à lier tous les problèmes et sous prétexte que la lutte principale se mène sur un secteur on a tendance à oublier tous les autres objectifs.

C'est vrai qu'en ce moment, notre action principale c'est la lutte pour la paix, et en particulier la campagne de signatures de l'Appel de Stockholm. Mais c'est également vrai qu'il est impossible de mener avec un plein succès cette campagne si on abandonne complètement la lutte qui doit être constante pour les revendications des travailleurs.

Et puisque nous nous intéressons plus spécialement aux femmes dans ce bulletin, il ne faut pas se cacher que les femmes sont encore beaucoup plus sensibles que leurs compagnons à la défense des petites revendications d'entreprise.

Elles l'ont bien compris, nos camarades de chez Renault qui, dans un atelier, ont distribué une lettre à toutes les ouvrières où elles se penchent sur les dures conditions de travail, où elles soulignent les revendications qui leur sont propres, et où en même temps elles montrent que leurs difficultés, leur vie pénible est la conséquence de la préparation à la guerre, et que par suite il faut mener la lutte pour la Paix. Après avoir lu cette lettre, toutes les ouvrières, même celles qui s'étaient jusque là montrées les plus réticentes, ont signé l'Appel de Stockholm.

RECLAMONS

LA PRIME DE VACANCES

Nous voilà à la période des vacances. La fatigue est là, mais comment songer à partir en congé, à se déplacer lorsque le salaire est déjà insuffisant pour tous les besoins de la maison.

Toute la politique de misère et de préparation à la guerre a aggravé les conditions de vie des foyers ouvriers et la vie est devenue encore plus difficile durant ces derniers mois.

Aussi, la prime de vacances de 6.000 francs, réclamée par la C.G.T. se pose maintenant avec force.

Nos camarades des banques viennent d'obtenir pour toute la France une prime de vacances de 8.500 francs et 2.140 francs en plus par enfant à charge.

Le patronat de la Banque a été obligé de tenir compte du mécontentement qui s'est exprimé auprès des directeurs des succursales et des chefs de services. Seule cette pression a obligé les banquiers à donner satisfaction au personnel.

Dans la Confection pour Dames, chez HEKO à Paris, les ouvriers ont arraché pour l'ensemble du personnel, la prime de 6.000 francs.

Pendant plusieurs jours, les travailleuses ont mené

une protestation continue, elles refusèrent de récupérer les jours de fête, puis quittèrent l'atelier juste à l'heure en laissant le travail inachevé pour le lendemain, pas une heure supplémentaire ne fut faite.

Dans la même journée, deux tracts ont été distribués à tout le personnel de façon que la liaison entre tous les ateliers soit solide et elles ont démontré que le patron pouvait payer la prime de vacances.

Lorsque la direction voulut prendre la parole à la cantine, elle fut littéralement huée par les ouvrières qui, par leur action, ont obtenu satisfaction, malgré la section syndicale qui pensait qu'on ne pouvait rien faire.

Au travers de cette action qui a donné confiance, le syndicat a recruté ; des ouvrières qui, jusqu'à présent, étaient inorganisées ont compris pourquoi il fallait s'unir et s'entendre toutes étroitement pour obtenir satisfaction.

A la S.K.F. à Ivry (métallurgie), les ouvriers et ouvrières ont arraché des primes de vacances allant de 8.000 à 15.000 francs, ceci s'ajoutant aux 3 semaines de congé obtenues antérieurement.

Là, tous les travailleurs et les travailleuses de l'usine à l'appel de la section syndicale, ont appuyé par leur protestation les militants qui siégeaient au sein du Comité d'Entreprise pour qu'ils puissent y soutenir l'importante revendication que le personnel voulait obtenir.

Ces actions, nous devons les faire connaître à toutes les travailleuses, car nous pouvons arracher dans toutes nos industries, dans tous nos magasins et ateliers, la prime de vacance.

Réunissons le personnel à la cantine, faisons des prises de parole à la sortie du travail, éditons un tract, faisons circuler ce matériel dans chaque service, dans chaque équipe.

Popularisons les succès obtenus ailleurs en les affichant sur les panneaux, en l'indiquant dans nos tracts et nos journaux.

Organisons la signature des pétitions réclamant la prime de vacances, que des délégations se rendent auprès de chaque direction.

Il n'y a pas une ouvrière, une employée qui ne connaisse en ce moment des difficultés, qui ne cherche à les solutionner.

C'est à nous à leur montrer le chemin à suivre. Appelons les ouvrières à se syndiquer, à s'unir toutes, sans aucune division, dans une seule section syndicale par entreprise pour arracher l'ensemble de leurs revendications.

petites revendications

Au département 35, toujours chez Renault, où depuis des mois, les ouvrières réclamaient l'ouverture de fenêtres, un arrêt de travail a été organisé pendant 2 heures pour soutenir la délégation qui se rendait à la direction ; les délégués ont fixé un délai de 48 heures pour que satisfaction soit accordée. Avant les deux jours écoulés, 4 fenêtres étaient percées dans l'atelier jusqu'ici sans air et sans lumière.

A la suite de ce succès, deux de nos camarades ont fait dans cet atelier 15 adhésions à la C.G.T.

Au Crédit Lyonnais, les travailleuses ont obtenu pour les mamans le prêt d'une voiture d'enfant à la naissance du bébé pendant 6 mois. Puis celui d'une poussette pendant 6 autres mois. Voilà une excellente initiative ; il faut souligner que parallèlement dans cette banque, nos camarades ont déjà récolté 1.500 signatures de l'Appel de Stockholm.

Voilà des exemples qui nous montrent que là où l'on défend les petites revendications des travailleuses, en même temps on recrute à la C.G.T., et on fait avancer la lutte pour la Paix. N'oublions pas aussi que c'est souvent dans l'action menée pour réclamer une revendication particulière que l'on peut le mieux réaliser l'unité d'action avec les autres organisations syndicales et aussi entraîner les inorganisées. C'est pourquoi nos militantes doivent se montrer partout les meilleures dans cette action.

SOLIDARITE

aux victimes de la répression

Chaque jour des militantes honnêtes, dévouées à la classe ouvrière et à la cause de la Paix, sont victimes de la répression capitaliste.

Au moins sur ce point la réaction reconnaît aux femmes l'égalité avec les hommes.

Une militante syndicale se montre la plus combative dans une grève ? On l'inculpe ou on la licencie.

Une dirigeante d'organisation prend position contre la politique de guerre du Gouvernement ? On l'inculpe.

On inculpe, on licencie les meilleures femmes, celles qui donnent l'exemple, qui entraînent à la lutte contre la guerre, pour de meilleures conditions de vie et de meilleurs salaires.

La réaction à peur !

Depuis quelques semaines des dizaines de femmes ont été victimes de la fureur des fauteurs de guerre. 11 d'entre elles sont en prison.

Que reproche-t-on à ces femmes ? Quel est leur crime ? Elles se sont trouvées le plus naturellement du monde à la tête de la lutte pour la Paix, pour l'augmentation des salaires. Elles s'y sont trouvées parce qu'elles veulent que finissent vite cette situation de misère et de préparation à la guerre.

Et qui sont ces femmes ?

— Des militantes d'organisations démocratiques dont, en premier lieu, la présidente de la F.D.I.F., cette femme magnifique honneur de notre pays qu'est Eugénie Cotton, inculpée par le Gouvernement de M. Bidault pour sa lutte en faveur de la Paix à la tête des femmes de France et de la F.D.I.F.

Raymonde Dien, une jeune femme de 21 ans, condamnée à un an de prison ferme pour son action héroïque contre la guerre du Viet-Nam, emprisonnée au Fort de Hâ, à Bordeaux.

Marie Lambert, député de la Finistère, à qui il est reproché d'avoir pris la défense des travailleurs brestois.

Jeanne Pitaval, militante de l'U.F.F., ardente combattante de la paix, arrêtée chez le juge d'instruction de Lyon.

— Des militantes syndicales, dont :

Solange Chalus, militante très active, responsable de la Commission féminine de l'U.D., condamnée à un an de prison ferme pour sa combativité pendant la dernière grève Michelin, à Clermont-Ferrand et à nouveau poursuivie pour la grève du 25 novembre, enfermée à la maison d'arrêt de Riom (Puy-de-Dôme).

Marthe Perrier, secrétaire du syndicat textile de Roanne, arrêtée avec cinq autres ouvrières du textile pour leur action contre la guerre, dont trois : Alice Moreau, Marie-Louise Chuzeville et Raymonde Meunier sont encore incarcérées à la prison Saint-Joseph, à Lyon.

Yvette Hervé-Malet, secrétaire du syndicat de l'éclairage de Saint-Brieuc, arrêtée avec les patriotes de Saint-Brieuc pour son action contre la guerre, transférée à la Roquette, à Paris, où elle attend son jugement.

Célie Ponton, membre de la C.E. Fédérale, secrétaire du syndicat des hospitaliers et du groupement départemental de la Drôme, suspendue de ses fonctions pour avoir participé aux grèves du 25 novembre ;

23 licenciées au Bazar de l'Hôtel de Ville (Paris) pour fait de grève ; de nombreuses autres employées et ouvrières licenciées pour action syndicale dans d'autres magasins et usines.

Citons d'autres exemples de répression où l'ennemi a dû reculer sous l'action énergique des travailleuses :

Mme Dacheville, directrice d'école à Ecouen (Seine-et-Oise). — Menacée de déplacement pour avoir dicté à ses élèves un résumé sur la Paix avec la citation d'A. France « on croit mourir pour la Patrie, on meurt pour les industriels ».

Cette décision a dû être rapportée grâce à la vigoureuse action des parents des élèves qui ont signé des pétitions ;

Aldegonde Bœuf, renvoyée avec une autre déléguée, à la suite d'un débrayage à la corderie de Blanc-Misseron. Devant la fermeté des ouvrières, le patron dut rapporter la sanction ;

Trois femmes licenciées au Magasin, du Printemps (Paris), ont dû être reprises à la suite de l'action menée dans le Magasin ;

Et enfin, tout dernièrement, Germaine Canone, secrétaire du syndicat du textile de Saint-Quentin, licenciée, a été réintégrée grâce à la réaction rapide de ses camarades de travail et des usines avoisinantes.

Quels sont les buts poursuivis par le Gouvernement ?

Cette répression est un aspect de la politique de guerre pratiquée par les hommes de gouvernement.

Pour préparer et faire la guerre, il faut balayer les oppositions, il faut supprimer ceux et celles qui se trouvent être actifs dans la lutte pour la Paix, puisqu'ils gênent l'application d'une telle politique de guerre et de misère.

Pour faire la guerre, les fauteurs de guerre ont besoin d'avoir des arrières sûrs et ces arrières ne sont pas sûrs avec des femmes comme celles que nous venons de citer.

Sur la base des entreprises, une militante active n'a certes pas la sympathie du patron et l'objectif de ce dernier c'est de s'en débarrasser par tous les moyens.

Privée des éléments syndicaux les plus combattifs, c'est vrai qu'une section syndicale d'entreprise se trouve, en même temps privée des plus sûrs moyens d'organisation de la lutte, qu'elle n'a plus la même possibilité offensive et défensive.

En licenciant les camarades les plus actives, le patron poursuit un triple but : diminuer l'action de masse, décapiter l'organisation syndicale et aider à assurer les arrières du système capitaliste dans cette période de préparation à la guerre.

Nous devons prendre le contre-pied contre la répression.

Une bonne militante, c'est un capital précieux pour la classe ouvrière, c'est une richesse pour le mouvement syndical.

Pour un coup porté dans nos rangs nous devons répondre par deux coups contre nos ennemis. C'est une véritable mobilisation qui doit se faire autour de la camarade licenciée ou poursuivie.

L'action de masse est le seul moyen de protéger ces ardentes combattantes, ainsi que le démontrent les quelques exemples cités plus haut.

Elle fera reculer la répression sous quelque forme qu'elle s'exprime. Elle ne laissera pas décapiter nos forces.

La réaction des travailleurs doit être spontanée et rapide, en organisant des délégations (au patron ou aux Pouvoirs Publics, selon l'origine de la répression), des protestations, des arrêts de travail, etc...

C'est nous qui aurons raison, qui serons les plus forts si nous savons agir. Non seulement par notre action vigoureuse et rapide, nous protégerons les meilleures filles du peuple, mais nous arracherons celles qui sont en prison, nous exigerons la révision de leur procès.

Tout de suite, adressons des lettres de protestations au Président de la République, au Ministre de la Justice, aux tribunaux.

Envoyons des lettres, des colis, des mandats, aux emprisonnées. Qu'elles se sentent entourées de la chaude affection de leurs camarades, de toutes les travailleuses. Affirmons-leur notre reconnaissance et notre admiration. Assurons-les que nous n'aurons pas de repos tant que notre action n'aura pas fait ouvrir les portes de leurs prisons.

En faisant cela, nous aurons encore bien travaillé pour la Paix.

QUELQUES ARGUMENTS

Au fur et à mesure que se développe la Campagne de signatures pour l'Appel de Stockholm, l'adversaire essaie par tous les moyens, d'y faire échec. Et de déverser mensonges et calomnies à longueur de colonnes, et d'émissions.

C'est parce que cette presse et cette radio font beaucoup de mal que nous rencontrons parfois des difficultés à faire signer auprès de travailleurs trompés. Et c'est pourquoi il nous faut sans cesse expliquer, démolir, ces mensonges, ne jamais nous lasser et avoir toujours en tête que nous avons affaire à des travailleurs comme nous et que rien ne doit les empêcher de signer.

Nous avons pensé, par cette rubrique, vous aider dans les explications à donner aux travailleurs :

Il n'y a pas de danger de guerre, cela n'est pas possible si près de l'autre.

On ne jette pas des milliards par centaines pour la guerre, on ne rogne pas pour cela sur des crédits aussi nécessaires au pays que : la santé, l'enseignement, la reconstruction, l'équipement, si on ne pense pas que la guerre est proche, si on n'est pas prêt à appuyer les fauteurs de guerre, à couvrir leurs préparatifs honteux. On ne fait pas en plus venir des armes de l'étranger, alors qu'on aurait tant besoin d'autre chose, si on ne croit pas à la guerre.

Déjà des avions se sont accrochés, un avion a été abattu ; nous ne discutons pas, pour l'instant, qui a raison, nous disons que le moindre incident peut déclencher une catastrophe.

Et si cet avion avait transporté la première bombe atomique ?

Ils n'oseront pas.

Il est dit, dans le rapport américain d'enquête sur les bombardements stratégiques : « Hiroshima et Nagasaki ont été choisis comme cibles à cause de leur densité d'activité et de population ».

M. Truman, président des U.S.A., vient de déclarer : « J'étais arrivé à la conclusion que le meilleur moyen de sauver la vie de nos jeunes gens et celle des soldats japonais, était de lancer ces bombes pour mettre fin à la guerre. Je l'ai fait. Et je vous dirai que je le ferais encore si j'avais à le faire ». (Discours prononcé à Pocatello, mai 1950).

Et pourquoi M. Lillenthal, l'ambassadeur de la bombe atomique se déplacerait-il dans tous les pays du plan Marshall ?

Rappelons-nous le passé : on possédait, au cours des dernières guerres, des armes terribles : canons à longue portée, lance-flammes, bombardiers des deux côtés et des deux

Le gouvernement suisse vient de lancer un appel, demandant aux éventuels belligérants de respecter une zone de neutralité atomique.

En Amérique on commence à organiser des banques de peau, en vue de greffes à opérer sur les victimes de bombardements atomiques.

En Suède, on construit des abris souterrains pour se protéger des bombardements atomiques.

En Angleterre, on vient d'établir un plan d'évacuation pour les zones d'habitation considérées comme dangereuses.

Le roi Farouk d'Egypte a donné l'ordre de constituer des stocks de vivres en raison des menaces de guerre. Tout cela n'est pas sans raison.

côtés en s'en est servi ; on n'a pas hésité à bombarder les populations civiles comme à Londres et à Hambourg, car la guerre déclenchée, on se sert toujours de l'arme la plus moderne.

Mais, dira-t-on, et les gaz ? et les armes bactériologiques ?

Justement, il est important de rappeler que les gaz ont été interdits par la Convention de La Haye en 1924 et les armes bactériologiques à Washington en 1935.

Et si Hitler a osé se servir des gaz pour tuer des centaines de milliers d'hommes et de femmes, il l'a fait dans des camps de concentration et en camouflant le plus possible sa triste besogne.

Et puis, en 1939, la première chose que l'on a donnée à chaque individu était un masque à gaz.

Or, rien ne peut préserver la grande masse des hommes et des

femmes des effets de la bombe atomique. C'est une raison supplémentaire pour la faire condamner.

D'ailleurs, pourquoi trois savants américains, dans une conférence à la radio dont le thème était : les possibilités de la bombe H, auraient-ils regretté que son utilisation ne permette pas de discrimination, c'est-à-dire « tuer une catégorie de gens et en épargner une autre ».

On n'empêchera jamais les guerres

Il n'est pas vrai qu'il y aura toujours des guerres. Les guerres se font avec les peuples. Or, chaque signature de l'Appel de Stockholm est un refus individuel, une voix qui dit non à la guerre. Si les hommes et les femmes de tous les pays, de toutes opinions et de toutes croyances accomplissent ce simple geste, cela fera des millions et des centaines de millions de volontés mises en commun. Cela équivaut à une union jamais réalisée jusqu'ici. Cette union possible constitue aujourd'hui la grande force capable de faire reculer la guerre et de sauver la paix.

Quant à nous, épouses et mères de famille, nous ne voulons pas nous laisser aller à croire, les bras croisés, impuissantes, qu'il y a toujours eu des guerres et qu'il y en aura toujours.

Nos entrailles de mères protestent de toutes leurs forces contre cette affirmation.

Notre conscience de démocrates et de Partisans de la Paix nous dit de combattre une telle affirmation et de combattre les fauteurs de guerre.

Nous sommes capables de faire des sacrifices et nous l'avons prouvé en donnant les meilleurs de nos fils pour la Libération de la Patrie.

Les mères n'ont jamais refusé les héros pour une cause juste.

Mais pourquoi devrions-nous considérer qu'il faille sans cesse et toujours donner des héros pour la guerre ?

Pourquoi pas des héros du travail et de la vie ? Pourquoi nos garçons et nos filles seraient-ils condamnés à ne pas connaître le travail paisible, les victoires scientifiques au service de l'homme, l'amour pur, désintéressé qui élève ?

A quoi cela sert-il ?

Cela permet de dénombrer les hommes et les femmes qui condamnent la bombe atomique, son utilisation, qui réclament la destruction des stocks, puis le contrôle.

Cela permet de dénombrer les Français et les Françaises, les hommes et les femmes qui, à travers le monde entier, condamnent comme criminel de guerre, celui qui, le premier, se servirait de cette arme monstrueuse.

Les propositions de Stockholm ont été soumises à tous les gouvernements, à tous les parlements. Que les peuples fassent pression par leurs signatures sur ces parlements, c'est là une chose importante.

La bombe atomique a servi jusqu'alors de moyen de chantage. Que les gouvernements qui se sont servis de l'arme atomique comme moyen de chantage soient amenés à condamner comme criminels de guerre ceux qui utiliseraient la bombe les premiers et tout chantage à la guerre atomique devient sans effet.

Qu'ils soient amenés à rejeter l'appel de Stockholm, alors ils se démasquent comme des gens prêts à utiliser cette arme ; c'est-à-dire comme des fauteurs de guerre. Alors les peuples seront éclairés ; ils verront où sont les forces de paix et où sont les forces de guerre et sauront reconnaître le chemin de la paix sur lequel se sont déjà engagés des millions de simples gens, des millions d'hommes et de femmes qui ne veulent pas revoir la guerre.

Cela permet de dénoncer l'agresseur, l'ennemi des peuples, et le connaissant, de mobiliser toutes les forces de paix pour faire échec à ses sinistres projets.

N'est-il pas regrettable qu'une vaste campagne mondiale n'ait pas été menée avec suffisamment de force, c'est-à-dire de la façon la plus large, pour éclairer les simples gens ?

Si tous les peuples avaient fait connaître leur opinion sur les guerres de rapine, Hitler et ses complices, traîtres aux intérêts de leur pays, n'auraient pas osé faire Munich, d'autant plus que la cinquième colonne aurait été amenée à se démasquer par cette campagne.

Les peuples suffisamment alertés et clamant leur réprobation, l'occupation des pays n'aurait pu se fai-

re ; nous n'aurions pas des milliers et des milliers de fusillés, de morts, d'infirmités, de malades à déplorer, notre pays n'aurait pas été pillé par les bandes nazies.

Cela permet d'indiquer clairement aux fauteurs de guerre que dans leur immense majorité, les peuples les condamnent et qu'il n'est pas possible de compter sur leur quiétude ou leur désintéressement pour faire un mauvais coup.

Et puis, avec le bon sens populaire, les simples et honnêtes gens de chez

nous se disent chaque jour plus nombreux : « si ça ne sert à rien, pourquoi la presse, la radio gouvernementales se déchainent-elles contre l'appel de Stockholm ? »

Pourquoi ceux qui sont contre les grévistes, contre les réductions du budget de guerre, contre un salaire minimum décent pour les travailleurs, contre le reclassement des fonctionnaires, dépensent-ils tant d'efforts pour dire que cette campagne ne sert à rien et tenter de lui faire échec.

Il se trouvera des criminels pour passer outre à l'interdiction de la bombe atomique

Si des centaines de millions d'êtres humains se prononcent pour la condamnation préalable du gouvernement qui, le premier utiliserait contre n'importe quel pays l'arme atomique, c'est, pour ce gouvernement et pour tous ceux qui participeraient au crime, la certitude d'un châti-

ment auquel ils ne pourraient échapper.

Cet avertissement redoutable des peuples constitue le plus sûr argument pour faire reculer les criminels ou ceux qui seraient tentés de le devenir.

Je suis contre toutes les guerres

Cette affirmation part sans doute d'un bon sentiment, mais il ne suffit pas de condamner la guerre dans son cœur. De même qu'on ne saurait mettre sur le même plan l'assassin qui attaque et la victime qui se défend, il y a une distinction à établir entre l'agresseur et l'agressé. La raison condamne l'agresseur. Celui qui condamne toutes les guerres se doit donc de condamner avant tout l'agresseur. Citons l'abbé Boulier qui, dans son intervention de Stockholm, s'adresse en ces termes

aux pacifistes et aux objecteurs de conscience : « Ces milieux pacifistes sont, disent-ils, contre toute guerre... La conclusion est très simple : vous devez être contre cette guerre que nous vous signalons et dont nous commençons à apercevoir les caractères et les préparatifs si vous êtes réellement contre toute guerre... »

De plus, cette opinion n'empêche nullement de condamner l'arme atomique.

Pourquoi la bombe atomique seulement ?

C'est vrai, il n'y a pas que l'arme atomique. Il y a les V 2, les canons, les mitrailleuses, les fusils et bien d'autres encore, mais l'arme atomique est la plus terrible.

La Croix Rouge internationale s'est prononcée contre la bombe atomique car l'arme atomique est une arme aveugle qui ne fait aucune discrimination entre l'armée et la population civile, entre une caserne et une maternité.

Son usage conduirait à un extermination pure et simple des populations civiles. Le grand savant Einstein a jeté ce cri d'alarme : « La

destruction de toute vie sur terre est entrée dans le domaine des possibilités techniques. Au bout de ce chemin se profile de plus en plus distinctement le spectre de l'anéantissement général ».

L'arme atomique étant susceptible de causer les plus grandes pertes de vies humaines, il est clair que le plus grand nombre d'hommes et de femmes sont intéressés à se prononcer pour son interdiction absolue. Demander d'abord cette interdiction, c'est donc permettre le rassemblement le plus large qui puisse se réaliser et, par conséquent, le plus efficace.

L'arme atomique est l'arme d'agression par excellence.

Le gouvernement qui utiliserait le premier l'arme atomique contre n'importe quel pays ne pourrait être qu'un agresseur. En effet, une nation ne peut pas utiliser la bombe atomique pour se défendre contre un envahisseur sur son propre territoire, car ce serait alors procéder à sa propre destruction. L'arme atomique qui peut anéantir de vastes agglomérations ou raser des villes entières, ne peut être utilisée sur la ligne

d'un front militaire, car ses ravages s'étendraient indistinctement aux troupes en présence.

Elle doit, d'autre part, pour obtenir l'effet cherché, bénéficier de la surprise en s'attaquant à des populations sans défense.

Elle doit donc être condamnée en premier lieu parce qu'elle est l'arme d'agression dont le danger est le plus immédiat.

L'usage de l'arme atomique entraînerait l'usage de toutes les autres armes.

L'arme atomique étant une arme d'agression, son usage ne pourrait que coïncider avec le déclenchement de la guerre, c'est-à-dire avec l'utilisation de toutes les autres armes.

Par conséquent, demander l'interdiction de l'arme atomique, c'est faire face à la menace la plus grave du danger de guerre.

Par ailleurs, l'obtention de l'interdiction de l'arme atomique mettra fin à la guerre froide. Elle créera un climat favorable à des négociations. Elle sera le premier pas dans la voie d'un désarmement graduel,

ouvrant par là même la possibilité et les perspectives du désarmement général.

L'action pour l'interdiction de l'arme atomique constitue le moyen le plus sûr et le plus sérieux pour parvenir à ce but.

Et puis, qui peut le plus peut le moins. A l'O.N.U., des propositions de désarmement ont été faites, chacun peut les soutenir chacun peut même, individuellement ajouter sur son bulletin « contre tous les armements », Cela ne peut aucunement empêcher de se prononcer pour la destruction de l'arme atomique.

Il faut d'abord organiser le contrôle de l'arme atomique.

On ne peut faire appliquer une loi avant qu'elle soit promulguée ni vérifier l'exécution d'une décision avant qu'elle soit prise.

Les Russes n'accepteront jamais le contrôle.

1° Le Soviet Suprême a reçu la délégation des Partisans de la Paix venue lui apporter l'Appel de Stockholm, et partout en U.R.S.S. on signe cet appel, avec l'accord du gouvernement, alors que le gouvernement des Etats-Unis a refusé d'accorder le visé d'entrée de la délégation des Partisans de la Paix et que le Président Truman vient de déclarer qu'il était prêt à utiliser à nouveau la bombe atomique ;

2° Les Soviétiques ont déposé de nombreux projets dans ce sens à

Il est donc évident qu'il faut d'abord interdire l'arme atomique et contrôler ensuite l'application de cette mesure.

l'O.N.U. En effet, depuis 1946, A. Vichinski a réclamé à l'O.N.U. le contrôle de l'interdiction et la destruction des stocks existants. Au début on disait : « c'est parce qu'ils ne la possèdent pas » ; maintenant on en est réduit à falsifier l'histoire, reprenant ainsi les méthodes fascistes ;

3° Joseph Staline a déjà répondu publiquement en 1946 que l'U.R.S.S. ne faisait pas exception pour le contrôle de l'interdiction des armes atomiques.

C'est une action partisane

L'Appel de Stockholm se borne à poser trois questions très simples : l'interdiction de l'arme atomique, le contrôle de cette interdiction et la condamnation au titre de criminel

de guerre du gouvernement qui le premier en ferait usage.

Nul ne peut, honnêtement, nier que ce sont là des principes dont l'adoption correspond avant tout à

l'intérêt de la Paix, c'est-à-dire à l'intérêt commun de tous les peuples et par conséquent à l'intérêt de toutes les nations.

L'Appel de Stockholm n'impose pas le choix en faveur de tel ou tel gouvernement ou de tel ou tel système. Nul ne peut donc honnêtement s'y soustraire, quelles que soient ses préférences personnelles. Le contenu de l'Appel ne peut être attaqué que par ceux qui voudraient ou souhaiteraient ne pas voir interdire l'arme atomique. C'est-à-dire par le petit groupe de ceux qui veulent la guerre.

C'est pourquoi le soutien et la défense de l'appel par un gouvernement signifie que ce gouvernement a une position conforme aux volontés de son peuple et à l'intérêt supérieur de la paix.

Au contraire, si l'appel est repoussé ou combattu, cela exprime la volonté d'utiliser le premier l'arme atomique comme arme d'agression ou l'approbation de cette utilisation.

Il appartient donc à tous les honnêtes gens du monde de faire en sorte que cette volonté soit clairement démontrée. Ils le peuvent en signant, tous ensemble, l'Appel de Stockholm et en exigeant des explications de tous ceux, quels qu'ils soient, qui refuseraient de s'associer à cette grande entreprise pour la paix du monde et la sécurité des peuples.

C'est une directive communiste

Que les communistes y participent, c'est incontestable; tout comme ils ont participé, et eux seuls en tant que parti, à la lutte contre l'occupant nazi ; qu'ils s'efforcent d'être les meilleurs, nous ne pouvons que les en féliciter.

Enfin, quand l'incendie menace, refuse-t-on la main qui tend l'instrument du salut. Si on est convaincu du danger, alors tous doivent se retrouver pour empêcher le déclenchement du massacre.

La bombe atomique ne fera aucune discrimination entre l'ouvrier communiste et le socialiste, entre le croyant et l'athée, elle les anéantirait tous et c'est pourquoi ils doivent tous lutter ensemble.

Ainsi, il suffirait, lorsque l'horloge marque midi, que les communistes le disent pour que l'on prétende qu'il est 14 heures.

Il suffirait que les communistes soient contre la bombe atomique pour que certains soient pour, que les communistes disent noir pour qu'immédiatement ces mêmes gens

disent d'une chose noire qu'elle est blanche. Cela n'est pas sérieux.

Et comment peut-on négliger ainsi, si on est vraiment pour la paix, l'appoint du tiers des Français qui votent communiste? Il faut signer ensemble l'Appel de Stockholm pour faire reculer les fauteurs de guerre.

En réalité, cet appel a été lancé par des personnalités de renom international et d'opinions politiques très différentes. Le premier signataire est le grand savant Frédéric Joliot-Curie. Avec lui ont signé plus de cent personnalités, telles que Mme Cotton, le général Cardenas, l'ancien procureur général des U.S.A., John Rogge, qui fut le proche collaborateur de Roosevelt, l'écrivain soviétique Ilya Erhenbourg, le syndicaliste Lombardo Toledano, l'abbé Boulier, le socialiste Pietro Nenni, le doyen de Canterbury.

Ces personnalités composent le Comité permanent issu du premier Congrès Mondial des Partisans de la Paix qui se tint à Paris et à Prague en avril 1949, avec des délégués venus de 72 pays et représentant 600 millions d'êtres humains.

C'est l'affaire de mon mari

C'est vrai que lorsqu'on collecte des signatures, il arrive qu'une mère de famille nous fasse cette réponse.

Il faut comprendre ce sentiment des femmes et leur rappeler que leur mari n'était pas toujours là sous l'occupation, qu'il leur a fallu prendre leurs responsabilités pour subvenir aux besoins du foyer et que, dans leur immense majorité, les femmes ont su faire face avec honneur à toutes leurs obligations, y compris aider, dans une large mesure, à la libération du pays.

C'est vrai aussi que jusqu'au départ du chef de famille, la femme se refusait souvent à croire à l'imminence du danger. On entendait souvent cette phrase dans les foyers « les peuples sont trop évolués pour que les capitalistes osent déclencher la guerre ». Quelquefois même, il se trouvait un homme qui ajoutait « s'ils voulaient nous faire massacrer une nouvelle fois, nous ne marcherions pas. »

Beaucoup le pensaient sincèrement et nous les femmes, nous nous sommes retrouvées avec notre petite famille à nourrir, avec les alertes, les bombardements, les pleurs effrayés de nos tout-petits avec la trahison chaque jour plus

ouverte de la cinquième colonne qui n'avait cessé de nier les dangers et dont toute l'activité avait tendu à démobiliser, puis à démoraliser la population de notre pays.

Nous avons réalisé une large union et nous nous sommes promis de ne plus permettre aux capitalistes de dévaster notre bonheur pour leurs propres intérêts.

C'est pour cela que nous avons revendiqué avec plus de force notre droit de citoyenne ; c'est pour tenir compte de notre rôle sous l'occupation qu'on nous a accordé le droit de vote.

Or, si nous sommes électeurs, nous avons le droit et le devoir de dire notre volonté de paix à ceux pour lesquels nous avons voté, et eux doivent nous écouter.

Mais en tant qu'épouses, en tant que mères, nous ne pouvons pas dire que nous n'avons pas de responsabilités.

Les dangers de guerre existent et s'aggravent chaque jour. La bombe atomique menace nos enfants. Comment oserions-nous les regarder dormir le soir, si nous n'avions pas tout fait pour écarter d'eux le pire des dangers.

CONCLUSION

La campagne de signatures se développe d'une façon inégale dans notre pays.

C'est vrai que nous rencontrons des difficultés. Mais ne sommes-nous pas militantes justement parce que nous avons décidé de surmonter les difficultés que la classe ouvrière rencontre dans sa lutte ?

C'est vrai que la pression de l'adversaire se fait chaque jour, que la presse, la radio, déversent calomnies sur calomnies et tentent par tous les moyens de gêner la campagne.

Mais est-ce qu'une seule fois la presse réactionnaire a aidé la lutte de la classe ouvrière, la lutte des larges masses de notre pays.

Est-ce que nous avons l'habitude de compter sur la « neutralité » d'un Etat Capitaliste pour faire triompher la juste solution pour le peuple.

Non ! Il nous faut examiner sé-

rieusement nos tâches et avoir le souci de les accomplir avec la plus grande rapidité.

1° Il nous faut faire un effort personnel pour obtenir la signature en masse de l'Appel de Stockholm ;

2° Tendre à transformer le plus grand nombre de signataires en prospecteurs ; ce sont les explications données qui doivent convaincre et amener les signataires à donner le meilleur d'eux-mêmes pour le succès de la campagne ;

3° Transformer le plus grand nombre de personnalités en « parrains de l'appel ». La lutte pour l'interdiction de la bombe atomique est l'affaire de tous les Français et chacun doit sentir la nécessité d'y participer ;

4° Apporter toute la clarté sur la campagne, répondre à toutes les objections. Ne pas se laisser dépasser par les confusionnistes.

C'est nous qui avons raison et cette certitude doit décupler nos efforts ;

5° Ne pas considérer que notre activité doive s'arrêter à l'entreprise, mais participer aux conseils communaux, que nous devons aider, impulser ;

6° Populariser les résultats, les bons et les mauvais exemples en assumant une bonne liaison avec la presse démocratique, en informant le Bureau Confédéral ;

7° Créer l'émulation en fixant des objectifs, en lançant des défis d'usine à usine, de quartier à quartier, de ville à ville ;

8° Trouver des militantes pour collecter, mais faire appel également aux inorganisés, aux syndiqués des autres centrales et les mettre à l'honneur.

Rien ne peut nous séparer lorsque nous voulons sauver nos enfants.

Quelques idées A PROPOS de la Campagne de Stockholm

Voici trois mois qu'a été lancé l'Appel de Stockholm.

Partout, nos militants participent à cette campagne.

De bons résultats nous sont parvenus qui peuvent servir d'exemple à toutes les entreprises.

Egalement, on nous signale par endroit des erreurs, des faiblesses qu'il est important de redresser si nous voulons obtenir le succès que nous sommes en droit d'attendre.

Nous avons voulu ici, donner quelques exemples bons et mauvais qui pourront servir à améliorer le travail.

Pas de bureaucratisme, de l'initiative

« En l'absence de bulletins individuels dans la localité, toutes les signatures ont été collectées sur une feuille portant en manuscrit l'Appel de Stockholm » nous écrivent les camarades des Etablissements NOVECO-DUBUT à NONTRON (Dordogne). Sur 13 ouvrières, 13 ont signé l'Appel.

Voilà un bon exemple : initiative, rapidité et 100 % de résultat.

Par contre, que penser de nos camarades du Textile de FLERS qui indiquent dans une lettre : « Nous n'avons rien commencé, l'U.L. ne s'étant pas encore réunie ». Alors, si l'U.L. ne se réunit pas, personne ne démarrera le travail ?

Ceci rejoint ceux qui passent des réunions et des réunions à envisager un plan bien signolé pour le collectage. Et l'on discute comment partager le travail, on veut commencer partout à la fois, obtenir le maximum sur les bulletins présentés, etc... On veut faire tout parfaitement et rien n'est fait. Et pendant ce temps-là les jours passent et la menace de guerre s'aggrave, n'est-ce pas camarades de chez Renault et de chez Citroën ?

Sachons prendre des initiatives, saisis toutes les occasions pour faire signer.

Comme nos camarades du Magasin Central des Hôpitaux, qui ont fait signer 62 ouvrières au domicile au moment où elles venaient livrer leur travail.

Comme nos camarades de CHAZELLES-SUR-LYON (habillement) qui, à l'occasion d'une fête populaire organisée le 1^{er} mai, ont collecté 400 signatures.

Trouver toujours de nouveaux collecteurs

Bien sûr, si on fait comme à CHATEAU-ROUX à l'atelier des « 100.000 chemises » où seulement un petit nombre de responsables font signer l'Appel, on mettra beaucoup de temps à recueillir toutes les signatures. Nos camarades le disent : « Etant aux pièces, nous n'avons pas beaucoup de temps, mais nous arriverons à toucher toutes les ouvrières ». Sur 200 ouvrières, 160 ont signé.

Ce n'est pas mal, mais si nos camarades avaient seulement demandé à chaque ouvrière de faire signer sa voisine

d'atelier par exemple, il y a longtemps qu'on en serait aux 100 %.

Comment trouver de nouveaux collecteurs ? C'est notre camarade secrétaire du Syndicat du Textile de Marseille qui nous le dit : « Nous avons engagé les ouvrières à faire signer dans les entreprises et aussi hors des entreprises. Nous leur avons remis personnellement des bulletins en leur demandant de les faire signer dans leur quartier, dans leur immeuble, chez les commerçants. Nous ne serons jamais trop nombreux pour recueillir les 700.000 signatures que nous nous sommes fixées pour le département ».

Notre camarade Germaine CANONNE, secrétaire du Syndicat du Textile de St-Quentin, a eu la même idée : « L'Appel de Stockholm a été distribué en tracts dans les usines du Textile. Quelques résultats sont satisfaisants, notamment à l'usine de CAULAINCOURT où 98 % des ouvriers ont signé.

« Nous pensons, pour intensifier la campagne, remettre quelques bulletins à chaque ouvrière et ouvrier en leur demandant de faire signer leur famille et leurs amis ».

C'est ainsi que nos camarades de la chapellerie de CONTY, dans la Somme, ont ramassé pour 52 ouvrières, 117 signatures, soit 100 % plus les familles.

Après les 100 %, le travail continue

Dans certains endroits, quand l'entreprise a signé en entier, on s'en va aider une entreprise voisine où l'organisation syndicale est en sommeil et où le travail n'est pas encore commencé.

Ailleurs encore, on songe à aller aider les campagnes et il faut féliciter nos camarades de CHAZELLES-SUR-LYON qui annoncent que leur campagne de signatures se terminera le dimanche suivant par la visite des fermes et des petits villages des environs.

Avoir confiance dans le succès

N'est-elle pas un exemple, cette lettre de la camarade Lucette LANTARAT, secrétaire du Syndicat du Textile d'UGINE (Savoie) ?

« J'ai assisté le dimanche 7 mai au Comité Général de l'U.D. où nous avons discuté largement de la signature de l'Appel de Stockholm. J'ai pris des bulletins à CHAMBERY et j'ai commencé de suite le travail dans l'usine. Mais certains camarades ne comprennent pas bien le problème et je dois faire un travail d'explications ; cela n'est pas facile, car si nous parlons pendant le travail, nous sommes rappelés à l'ordre. Enfin, je ne désespère pas de faire signer tous les camarades ».

Expliquer, répondre à toutes les objections

Elle a bien compris, notre camarade LANTARAT, combien il était nécessaire

d'expliquer, de discuter avec les hésitants.

Et c'est ce que devrait faire notre camarade BERGER du Syndicat de l'Habillement de METZ, qui écrit à la Fédération :

« Je suis au regret de vous communiquer que malgré toutes mes tentatives, je n'ai obtenu aucune signature de la part de mes camarades syndiqués. Celles-ci ne sont pas pour la guerre, mais elles ne veulent en rien se mêler aux affaires politiques et ne demandent au syndicat que de sauvegarder les droits de l'ouvrier ».

Nous sommes sûres que depuis, notre camarade aura trouvé les arguments pour convaincre ses campagnes de travail et que c'est à 100 % qu'elles donneront leur signature pour sauvegarder ce droit qui est encore le plus précieux : le droit à la vie.

Il ne faut pas avoir peur d'expliquer, de convaincre ; le succès est à ce prix et c'est ce qu'ont fort bien compris nos camarades du Textile de BOUBERS-SUR-CANCHE (Pas-de-Calais) qui écrivent :

« Les dirigeants F.O. qui ne pensent qu'à nous combattre, ont toujours à dire que ce sont les communistes qui font faire cela. Pour remédier à cet état de choses, il me semble que si nous avions des feuilles comme celles qui portent les déclarations d'hommes de différentes idées politiques ou religieuses, à distribuer, ce serait la meilleure propagande et beaucoup de gens qui ont le crâne bourré par des esprits malfaisants changeraient d'avis ».

Suivons donc l'exemple de nos camarades des employés de TOULOUSE qui ont opéré ainsi :

- Affichage dans les entreprises où cela était possible, de la page de la V. O. ; une note au tableau syndical pour les autres.
- Distribution dans toutes les entreprises de plusieurs tracts reproduisant les extraits de discours prononcés à Stockholm par les intellectuels et les chrétiens.
- Une Assemblée Générale pour traiter du problème de la Paix.

Pas de sectarisme

Voici, par exemple, une grosse erreur commise par nos camarades de VIZILLES (textile) :

« Tous les travailleurs, disent-ils, ont signé, mais les cadres n'ont pas été sollicités en raison de leur attitude au sujet des revendications ».

Vous n'avez pas eu raison, camarades de VIZILLE, les cadres peuvent être en désaccord avec vous pour les revendications, cela ne les empêche pas d'être d'accord avec nous pour l'interdiction de la bombe atomique. Et vous savez bien qu'il faut des millions de signatures pour réussir.

(Lire la suite page 10.)

Aidons les dockers dans leur lutte contre la guerre

Depuis de longs mois, les dockers luttent dans les ports, en refusant de charger le matériel pour la sale guerre du Viet-Nam, et en refusant de décharger les armes venant d'Amérique, destinées à la guerre d'agression contre les peuples amis de l'Union Soviétique.

Pour leur action, les dockers et leurs familles sont les victimes de la plus féroce répression de la part de nos aventuriers gouvernementaux **fauteurs de guerre**.

A Cherbourg, Saint-Nazaire, Marseille et enfin dans tous les ports de France, les C.R.S., la troupe, sont utilisés afin de briser la résistance des dockers.

A cette répression brutale s'ajoute l'organisation de la misère, le Gouvernement n'ignore pas qu'elle est plus démoralisante que les C.R.S. Qu'elle met les dockers devant une situation effroyable. A Cherbourg, à St-Nazaire, La Pallice, les biberons des tout petits sont vides de lait, parce qu'on a retiré au père la carte professionnelle et que l'on a organisé le chômage. On a mis les dockers devant ce dilemme : mourir de faim, eux et leur famille, ou décharger les armes meurtrières qui, demain, tueront les enfants de notre pays.

Les femmes des dockers, dans cette bataille, sont admirables et soutiennent leurs compagnons de tout leur courage décuplé par cette volonté de paix qui existe chez toutes les mères.

Les résultats obtenus sont magnifiques. Commencée dans le port d'Alger, la résistance des dockers refusant de charger les munitions s'est étendue à tous les ports de France.

Dans ces derniers mois, plus de 50 bateaux ont été retardés ou se sont promenés pendant des jours sans trouver de port où l'on veuille de leur cargaison.

Ces hommes, ces femmes nous donnent l'exemple de la lutte contre la guerre, mais nous ne devons pas les laisser isolés. Il ne faudrait pas que, poussés par la misère, ces travailleurs se voient contraints de faire cette sale besogne.

C'est un devoir pour toutes les travailleuses de les aider, de les soutenir dans cette lutte. Les membres et responsables des commissions féminines doivent impulser le vaste mouvement de solidarité qui aidera les dockers à résister à la pression fasciste. Que chaque mère de famille, que chaque ouvrière soit bien pénétrée de l'importance de la tâche que nous lui demandons.

Organisez partout, comme on le fit pour les mineurs, l'hébergement des enfants. Que chacun fasse à son foyer une petite place à ces enfants qui souffrent pour sauver les nôtres.

Que chaque commission féminine, en liaison avec son syndicat, collecte des vivres, du lait, des vêtements, de l'argent...

Qu'elle parraine, en liaison avec la Fédération des Dockers, des familles de nos ports en lutte.

Pour le 4 juin, de larges comités s'étaient constitués pour préparer la Journée Internationale de l'Enfance. Ces derniers se sont créés sous le triple mot d'ordre : droit à la vie, droit à la santé, droit à l'instruction. Pour le moment, ce sont les enfants de dockers qui ont le plus besoin de cette solidarité de tous, et nous devons demander leur aide aux personnalités qui se sont penchées sur le sort misérable des tout petits.

Vous savez très bien que les pères, les mères lutteront avec bien plus de courage s'ils savent leurs petits dorlotés.

Que chaque commission féminine se mette personnellement en contact avec les dockers. Qu'elle parraine une famille, qu'elle se penche tout particulièrement sur un cas bien déterminé.

Les Partisans de la Paix ont collecté de l'argent pour les dockers, les femmes de toute la France collectent des vivres, les vigneronnes de l'Aude envoient du vin qu'ils appellent le vin de la Paix.

A nous de collecter la boîte de lait, le sucre, les légumes, l'argent indispensable à faire vivre une famille.

Que partout, comme pour les mineurs du nord en grève, retentisse le grand mot « solidarité aux travailleurs des ports ».

Faites appel aux paysans de votre département, ils haïssent la guerre et seront fiers d'aider ceux qui luttent contre elle.

Notre mouvement syndical doit être à l'avant-garde pour aider ceux qui se battent contre la guerre, et il dépend de nous, des militantes, des femmes, que dans le port de Cherbourg et d'ailleurs la solidarité, en faisant reculer la misère, fasse que l'on ne trouve plus de bras pour décharger les armes criminelles destinées à anéantir nos enfants et nos familles.

QUELQUES IDÉES A PROPOS DE LA CAMPAGNE DE STOCKHOLM (Suite)

Ce n'est pas seulement l'affaire de la C. G. T.

Pour éviter cela, se rappeler que si les adhérents de la C.G.T. doivent être les meilleurs, il faut en même temps y associer tout le monde : syndiqués C.F.T.C., F.O., inorganisés, cadres, patrons, ingénieurs, etc...

C'est ce qu'ont fait nos camarades de chez LOUIS GUERIN (textile) à Lyon où, en commun, C.G.T., C.F.T.C. et F.O. ont appelé le personnel à signer l'Appel de Stockholm. Le résultat a été de 98 %.

De même chez J.J. CARNAUD (métaux) de BOULOGNE, où ensemble la déléguée du personnel C.F.T.C. et la déléguée C.G.T. ont adressé un appel à toutes les travailleuses pour qu'elles signent.

Et enfin, chez BIDERMAN, c'est le fils du patron qui a fait signer les 25 ouvrières de sa maison.

Partout de larges Comités de parrainage

Voici le magnifique exemple que nous

apporte la Radiotechnique de SURESNES. Il vient de se former un « Comité contre la bombe », qui comprend des travailleurs C.F.T.C., C.G.T., du Mouvement Populaire des Familles, des Anciens Prisonniers de Guerre. Sa première tâche est de faire signer l'Appel de Stockholm dans l'entreprise.

Une délégation de ce Comité est allée faire signer les personnes représentant la direction. Le chef du personnel, le chef des gardiens ont signé.

A l'Hôpital BOUCICAUT, un large Comité s'est créé, groupant des représentants du personnel médical, des surveillants, des infirmières, des docteurs, l'aumônier de l'hôpital, les secrétaires des syndicats C.G.T. et C.F.T.C., le chef cuisinier, etc...

Ce Comité a lancé un appel à tout le personnel qui, à la suite de cela, a signé 320 bulletins, totalisant 702 signatures parmi les 400 agents composant tout le personnel ; la campagne se poursuit activement parmi les 80 restants.

De même au Printafix de TOULOUSE,

où le Comité de la Paix groupe une veuve de guerre, un déporté politique, un combattant 14-18 ; sur 125 personnes, 121 ont signé dont plusieurs chrétiens et les cadres qui ont signé à 8 sur 10.

Faire connaître les résultats

Une bonne manière de populariser la campagne est de publier régulièrement les résultats. Une commission de pointage très large doit se réunir pour suivre les résultats et un Comité de dépouillement qui publiera le bilan définitif.

Ne pas oublier de transmettre les résultats et pour cela organiser la liaison avec le Conseil Communal qui pourra centraliser localement l'ensemble des bulletins.

C'est ce qu'ont prévu nos camarades du Textile de VIZILLE qui nous disent :

« Nous sommes en relations avec le Conseil Communal et 5 camarades du Textile font partie de ce Conseil ».

Voilà une bonne initiative.

Et surtout, n'oubliez pas de prévenir la C.G.T. du succès de la campagne.

PENSONS SANS CESSÉ A RECRUTER

La camarade Fanny CARRIES, membre de la Commission Administrative départementale de l'Hérault, fait, au cours d'une réunion, 22 adhésions. Depuis le début de l'année, cette camarade totalise 110 adhésions.

Ainsi se confirment, par cet exemple, les immenses possibilités qui existent de renforcer notre C.G.T.

Le Bureau Confédéral vient de lancer une campagne de recrutement et a édité à cet effet un BULLETIN D'ADHESION illustré « Prends ta place ».

Répondre à cette campagne, ce n'est pas simplement la tâche du moment. Renforcer, agrandir la C.G.T., tel doit être le souci constant de tous les militants. Et, parmi ceux-ci, nos camarades femmes doivent prendre leur place.

Les récentes élections à la Sécurité Sociale ont démontré — une fois de plus — la confiance des travailleurs en la C.G.T. Parmi ces électeurs, nombreuses étaient les femmes : ainsi, l'Aube, avec sa forte concentration textile, passe de 4 élus à 10, le Nord de 50 à 73, l'Indre-et-Loire de 1 à 7.

Nos militantes doivent être attentives à cela.

Les femmes travailleuses connaissent les difficultés de la vie dûes à la hausse constante des denrées de première nécessité et aux bas salaires.

Faites-leur connaître que seule la C.G.T. réclame un salaire minimum qui puisse les faire vivre d'une façon décente.

Les femmes travailleuses se demandent avec angoisse comment elles enverront leurs enfants en vacances, comment elles trouveront la somme nécessaire pour la constitution du trousseau réclamé pour les petits qui partent en colonies, comment elles-mêmes pourront, pendant leur congé, partir se reposer.

Faites-leur savoir que ce problème n'a pas échappé à la C.G.T. et qu'elle est la seule organisation syndicale qui a posé la revendication d'une prime de vacances de 6.000 francs.

Les femmes travailleuses tremblent à l'idée d'une prochaine guerre plus monstrueuse que ne l'ont été les précédentes, en raison de l'utilisation de l'arme atomique.

Dites-leur que seule la C.G.T. a non seulement le souci du mieux-être des travailleurs, mais aussi de leur vie et qu'elle défend la Paix menacée.

Il faut leur expliquer tout cela et la nécessité de venir renforcer les rangs d'une telle organisation.

Si on fait cela, si on n'est pas négligents, si on n'oublie pas de poser le problème du recrutement, alors, sans aucun doute, des exemples comme celui de notre camarade de l'Hérault se multiplieront.

Dans chacune de vos régions, dans chacun de vos syndicats, dans vos entreprises, depuis la scission des travailleuses ont quitté la C.G.T. Elles sont, pour la plupart, restées inorganisées.

Il ne faut pas attendre, il faut aller les trouver, leur expliquer que plus nous serons nombreux, plus nos chances de succès seront grandes. Ces travailleuses le comprendront d'autant plus facilement qu'elles connaissent l'importance de l'organisation syndicale ayant déjà été organisées.

Partout où il y a des travailleurs et des travailleuses, le recrutement est possible, il s'agit donc de poser le problème.

Déjà, il nous faut penser les uns et les autres à la préparation du 28^e Congrès de notre C.G.T. qui aura lieu au printemps prochain. Recrutons des milliers et des milliers de nouveaux travailleurs pour cette date et que nos camarades femmes se montrent les meilleures afin que les déléguées à ce congrès soient mises à l'honneur.

SUR LE RÔLE

des militantes dans le mouvement syndical

A la suite de l'article paru sur ce sujet dans le précédent bulletin, nous avons reçu de la camarade Madeleine ALLAIS d'Angers, l'article suivant :

Toutes les militantes travaillant dans le mouvement syndical auront été profondément intéressées par l'article du bulletin confédéral traitant du rôle des militantes dans le mouvement syndical (bulletin N° 16).

Pour mon département, le Maine-et-Loire, il est indiscutable que si nos camarades masculins font un effort pour porter des femmes aux directions de syndicats, ce n'est pas tellement parce qu'ils sont convaincus du rôle qu'elles ont à y jouer, mais bien parce que la Confédération Générale les y pousse en insistant profondément sur ce problème.

Je sais bien que nos camarades ont à se plaindre de leurs difficultés à faire monter des cadres féminins. Mais n'est-ce pas un peu leur faute ? Quand ils ont réussi à accrocher une militante, ils la font travailler tout comme si sa vie était la même que celle d'un homme, sans s'occuper des tâches particulières qui lui reviennent. Il est bien certain qu'une femme qui a un bébé ne pourra militer comme celle qui n'en a pas, si on ne lui apporte pas de l'aide. Il faut donc en tenir compte si nous ne voulons pas l'écartier de la vie syndicale.

D'autre part, comme le soulignait Olga TOURNADE au C.C.N. des 13 et 14 avril, on les accable de tâches, non seulement on leur donne les mêmes responsabilités qu'aux autres camarades, mais on leur dit encore : « Toi, tu t'occuperas des femmes », et de leur tendre bulletins, circulaires traitant du travail féminin sans plus s'en occuper. Nous avons ici, une camarade secrétaire du syndicat de l'habillement, qui assure de nombreuses réunions dans le département et qui doit diriger la commission féminine. Comme elle ne peut tout faire, c'est cette dernière qui est négligée et qui ne fonctionne pas.

Un autre exemple, qui est le mien. Je dois me battre avec ma direction syndicale pour travailler plus particulièrement parmi les femmes, alors que la question est sérieuse puisqu'une certaine hostilité s'est dressée dans l'ensemble des postiers, partisans de la femme au foyer, vis-à-vis de leurs collègues femmes qui, de ce fait, manquent de confiance dans les dirigeants et préconisent la constitution d'un syndicat de femmes de la direction duquel, les progressistes seraient exclues. Cette situation mérite, je pense, qu'on ne la néglige pas, et je n'arrive pas à faire comprendre aux camarades que ma tâche c'est de parler aux femmes, d'examiner avec elles ce qui les touche, de traiter de leurs revendications, de les organiser. Et j'ai beaucoup de mal à faire admettre que, dans la tournée de réunions que nous organisons dans le département, ce sera là surtout mon travail.

Pour conclure, je pense que nos camarades auront à combattre cette sous-estimation du travail féminin. Il n'est que d'examiner combien on s'est peu soucié de la préparation de la Journée Internationale de l'Enfance pour s'en rendre compte. Ce sera là aussi une tâche des femmes dans leur direction, où elles devront déployer une combativité digne de celle qu'elles démontrent dans les plus grandes luttes. Il faut qu'elles discutent, qu'elles se fassent écouter, qu'elles cherchent à s'éduquer afin que dans leurs discussions, elles sachent s'im-

poser. Ainsi, il est sûr que nous irons de l'avant, que nous gagnerons les femmes à la cause de la démocratie.

Voici une autre lettre reçue d'une camarade de l'habillement.

Je voudrais souligner un point soulevé dans l'article sur le rôle des militantes dans le mouvement syndical.

En général, ce rôle n'est pas compris par l'ensemble des militants et il est exact que les organisations ont cru avoir tout fait en faisant désigner à leur direction une camarade femme.

Les militants n'ont pas une idée nette du travail parmi les femmes et pensent qu'il doit être à part du travail syndical ordinaire.

Dans ce cas, ils ne comprennent pas la volonté de la militante d'être au courant de l'activité générale de l'organisation, ce qui souligne la non compréhension du travail collectif. A mon avis, les militants ayant une responsabilité particulière (presse, jeunes femmes, etc.), doivent avoir également une part de responsabilité générale de l'activité de l'organisation.

Pour résoudre ce problème, il faut que les militants comprennent qu'un fait ne peut être placé en dehors des autres, qu'il n'y a pas de cloisons entre, mais que chaque fait se place dans un cadre, qu'il est influencé par des conditions déterminées. Exemple : une militante ne peut pas aller parler à des ouvrières de telle usine, sans connaître la situation de cette dernière, celle de la localité, les luttes qu'il a pu y avoir, la situation économique, etc., etc... Car alors, la militante parlerait sans être comprise, travaillerait à vide et pourrait faire de graves erreurs.

Au contraire, si la militante est au courant de la situation générale, des progrès ou des régressions du mouvement syndical, de la situation économique, si elle connaît les militants des usines, et surtout les revendications particulières, alors, elle peut s'orienter rapidement, aller de l'avant sur un terrain sûr, faire face à toutes les difficultés avec des appuis qu'elle connaît.

Elle peut alors avoir de bons résultats solides, c'est-à-dire atteindre au but du travail parmi les femmes, les amener dans les syndicats, leur apprendre à lutter et diriger leur lutte, les organiser de la façon qui convient le mieux à leurs possibilités et faire monter des militants qui consolideront le travail commencé.

Que nos camarades comprennent vite que le travail parmi les femmes n'est qu'une partie du travail syndical, que s'il est bien fait, si la militante est suffisamment aidée par l'ensemble des militants, il peut apporter un appui immense à l'organisation syndicale. Et nous pourrons lutter efficacement pour la Paix et nos revendications, et la C.G.T. aura la grande confiance de tous les travailleurs.

*
**

Voici la discussion ouverte, chaque militante peut y apporter sa contribution. Adressez-nous des lettres, des articles, pour cette tribune.